



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ N°2026.PREF/DCPATT/BUPPE/038 du 24 février 2026  
imposant des prescriptions complémentaires suite à la tierce expertise des bâtiments  
156, 196 et 198 exploités par le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies  
alternatives (CEA) sur son site de Saclay implanté sur le territoire des communes de  
Saclay, Saint-Aubin et Villiers-le-Bâcle**

**La Préfète de l'Essonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement en particulier ses articles L.181-14 et R.181-45,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**VU** le décret du 27 août 2025 portant nomination de Mme Fabienne BALUSSOU en qualité de Préfète de l'Essonne,

**VU** le décret du 21 octobre 2025 portant nomination de M. Johann MOUGENOT, administrateur de l'Etat du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet d'Evry,

**VU** l'arrêté préfectoral n°2026-PREF-DCPPAT-BCA-014 du 13 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Johann MOUGENOT, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet de l'arrondissement de chef-lieu,

**VU** l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2009.PREF.DCI 2/BE 0172 du 25 septembre 2009 portant autorisation d'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement présentes sur l'ensemble du site du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) implanté sur les communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-Le-Bâcle,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2011-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/643 du 24 novembre 2011 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement de l'ensemble du site du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) implanté sur les communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-Le-Bâcle,

**VU** l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/065 du 23 mars 2021 portant imposition au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) de prescriptions complémentaires pour l'exploitation de ses installations situées sur le centre de Saclay implanté sur le territoire des communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-le-Bâcle,

**VU** le courrier CEA/P-SAC/CQSE/2022-0268 du 1<sup>er</sup> août 2022 relatif à la transmission des rapports tierce expertise des bâtiments 156, 196 et 198 et du tableau de synthèse des recommandations et observations formulées,

**VU** l'avis d'expertise n°2025-00097 de la Direction de l'expertise de l'ASNR du 30 septembre 2025,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 18 décembre 2025,

**VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire notifié le 15 janvier 2026 au Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies alternatives (CEA), dans le cadre de la procédure contradictoire,

**VU** les observations de l'exploitant sur ce projet, formulées par courrier daté du 30 janvier 2026,

**CONSIDÉRANT** que des blocs béton contenant des déchets radioactifs ont été utilisés pour constituer les parois des bâtiments 156 et 196,

**CONSIDÉRANT** que des blocs bétons contenant des déchets radioactifs ont été stockés dans la fosse Mirabelle sous le bâtiment 198,

**CONSIDÉRANT** les recommandations et observations formulées par l'IRSN dans le cadre de la tierce expertise des bâtiments 156 et 196 dans son rapport IRSN n°2022-00450 transmis par courrier ci-mentionné du CEA du 1<sup>er</sup> août 2022 et l'avis d'expertise n°2025-00097 du 30 septembre 2025,

**CONSIDÉRANT** les recommandations et observations formulées par l'IRSN dans le cadre de la tierce expertise du bâtiment 198 dans son rapport IRSN n°2022-00451 transmis par courrier ci-mentionné du CEA du 1<sup>er</sup> août 2022,

**CONSIDÉRANT** que la connaissance des blocs constituant les bâtiments 156 et 196 (nature et origine des déchets contenus, inventaires radiologique et chimique des déchets contenus, conditions industrielles de production des blocs) est parcellaire et incertaine et que ces incertitudes ne pourront être aisément réduites sans procéder à la reprise des blocs eux-mêmes,

**CONSIDÉRANT** que l'IRSN considère qu'il n'est pas acceptable de laisser de façon pérenne les blocs des bâtiments 156 et 196 en l'état et que le CEA doit envisager le démantèlement des bâtiments 156 et 196,

**CONSIDÉRANT** que l'IRSN recommande que le CEA inscrive le démantèlement des bâtiments 156 et 196 dans sa stratégie générale de démantèlement de ses installations,

**CONSIDÉRANT** que l'IRSN recommande, dans l'attente de ce démantèlement, de renforcer certaines mesures de surveillance des blocs et de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que la connaissance des blocs entreposés dans la fosse Mirabelle (nature et origine des déchets contenus, inventaires radiologique et chimique des déchets contenus, conditions industrielles de production des blocs) est parcellaire et les informations disponibles sont entachées d'incertitudes qui ne pourront pas être réduites sans accéder à la fosse Mirabelle et procéder à la reprise des blocs,

**CONSIDÉRANT** que du fait de l'inaccessibilité de la fosse Mirabelle, le CEA n'a pas la possibilité de mettre en œuvre des dispositions de surveillance ou des mesures de protection au plus près des blocs entreposés (ou de la fosse elle-même) à l'égard des agressions potentielles, ni de procéder à la réparation d'éventuelles dégradations des coques en béton,

**CONSIDÉRANT** que compte-tenu des éléments susmentionnés, l'IRSN considère qu'il n'est pas acceptable de laisser de façon durable les blocs entreposés dans la fosse Mirabelle,

**CONSIDÉRANT** que l'IRSN recommande que le CEA procède, dans les meilleurs délais et en cohérence avec sa stratégie générale de démantèlement de ses installations, au démantèlement de la fosse Mirabelle située sous le bâtiment 198,

**CONSIDÉRANT** les risques potentiels que les opérations de décaissement des blocs enterrés pourraient générer sur leur intégrité,

**CONSIDÉRANT** que la pose d'un revêtement hydrophobe sur les blocs pourrait emprisonner l'humidité à l'intérieur des blocs et contribuer à leur dégradation,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'Environnement, de renforcer les prescriptions applicables au CEA,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), dont le siège social est situé 25 rue Leblanc 75015 PARIS ci-après dénommé l'exploitant, est tenu de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations implantées sur son site de Saclay sur le territoire des communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-le-Bâcle.

### **Article 2 : Bâtiment 156**

#### **Article 2.1 : Procédure de contrôle des blocs :**

Sous un délai de 3 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant intègre à la procédure interne de contrôle des blocs constitutifs du bâtiment 156 les critères de décision pour la mise en place d'instrumentations des fissures, ainsi que l'exigence de mise en œuvre, pour ces instrumentations, des meilleures techniques disponibles.

#### **Article 2.2 : Protection des blocs enterrés au niveau des murs extérieurs:**

Le CEA met en place des dispositions visant à limiter autant que possible les infiltrations d'eau dans les bardages (y compris en partie basse) et dans les sols aux abords du bâtiment en réalisant des travaux d'étanchéification ou de reprise de l'inclinaison du sol.

Le CEA étend les travaux d'étanchéification à la partie enherbée de la façade Est et met en place des surbaux près des abris et bardages métalliques.

Le CEA transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté, les parties de sols concernées par les travaux ainsi que les dispositions techniques qui seront effectivement mises en œuvre.

Le CEA réalise les travaux nécessaires sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté pour les façades Nord et Sud et sous un délai de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté pour la façade Est.

Le CEA met en œuvre une surveillance périodique adaptée pour vérifier la pérennité de l'efficacité des dispositions d'étanchéification installées.

#### **Article 2.3 : Surveillance de l'état physique des blocs :**

Sous un délai de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant réalise les travaux nécessaires pour rendre accessibles lors des contrôles les différents blocs du bâtiment 156.

#### **Article 2.4 : Réparation des blocs présentant des dégradations :**

Sous un délai de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant finalise les travaux préconisés en 2021 par le dernier prestataire en charge de la surveillance de l'état physique des

blocs du bâtiment 156 afin de préserver la stabilité structurelle du bâtiment. Ces travaux sont les suivants :

- pour des aciers apparents de longueur excédant 15 cm : un ragréage par mortier est réalisé (retrait du béton fragilisé autour des aciers apparents, application d'un revêtement anti-corrosion sur les aciers apparents mis à nu puis application d'un mortier de réparation (à titre indicatif, ce type de réparation concerne 251 des 2394 dégradations relevées en 2021, réparties sur 239 faces de blocs)) ;

- pour les épaufrures de surface supérieure à 25 cm<sup>2</sup> ou ayant une profondeur supérieure à 1 cm : un ragréage par mortier est réalisé (à titre indicatif, ce type de réparation concerne 6 dégradations relevées en 2021 réparties sur 6 faces de blocs) ;

- pour les fissures d'ouverture supérieure à 1,5 mm : la pose d'un revêtement d'étanchéité sur la surface externe des coques est réalisée pour obturer les fissures et limiter la progression du phénomène de carbonatation (à titre indicatif, ce type de réparation concerne 14 dégradations relevées en 2021 réparties sur 13 faces de blocs).

L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de fin de travaux justifiant de la réalisation des travaux mentionnés ci-dessus et validant la conformité des réparations réalisées aux normes applicables (NF EN 1504-1 à 10 pour les produits employés, NF P 95-101 et NF P 95-103 pour les méthodes de réparation).

Ces mêmes travaux sont réalisés sur les nouvelles dégradations de natures identiques à celles mentionnées ci-dessus et mises en évidence lors du contrôle de l'état physique des blocs. Ces travaux sont réalisés sous un délai d'un an à compter de la découverte de la dégradation.

Sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant justifie le caractère suffisant des actions de réparation mises en œuvre sur les blocs du bâtiment 156 concernés par le phénomène de carbonatation pour assurer la tenue mécanique de ces blocs et le confinement des déchets qu'ils contiennent.

Dans le cadre de la surveillance périodique des blocs constitutifs du bâtiment 156, l'exploitant met en place un suivi de l'efficacité des réparations des blocs effectuées et trace, dans les fiches de relevé, l'historique de ces réparations.

#### Article 2.5 : Surveillance dans le bâtiment :

Sous un délai de 6 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant définit et met en œuvre un programme de mesures périodiques de l'activité (en particulier de l'activité en <sup>3</sup>H) dans l'atmosphère de l'ensemble du bâtiment 156.

L'exploitant transmet à l'inspection ce programme.

#### Article 2.6 : Surveillance dans l'environnement :

Sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté, puis tous les cinq ans, l'exploitant complète, la caractérisation radiologique mise en œuvre sur le piézomètre F56 par des mesures alpha global et bêta global, des mesures de <sup>3</sup>H et <sup>14</sup>C par scintillation liquide ainsi que des spectrométries gamma, afin de vérifier l'absence d'évolution significative de l'activité radiologique présente dans les eaux de la nappe des sables de Fontainebleau en aval du bâtiment 156.

Sous le même délai puis à la même fréquence, l'exploitant complète la caractérisation radiologique mise en œuvre sur les piézomètres F57 par des mesures alpha global et bêta global, des mesures de <sup>3</sup>H et <sup>14</sup>C par scintillation liquide ainsi que des spectrométries gamma, afin de vérifier l'absence d'évolution



significative de l'activité radiologique présente dans les eaux de la nappe des sables de Fontainebleau en limite de propriété.

#### Article 2.7 : Démantèlement du bâtiment 156 :

Sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant prend en compte dans sa stratégie nationale de priorisation et de démantèlement de ses installations le démantèlement du bâtiment 156 et revoit sa stratégie de gestion des déchets TFA du centre de Saclay (gestion reposant à ce jour sur ce bâtiment).

L'exploitant transmet sa stratégie de démantèlement à l'inspection des installations classées et la soumet à la validation de l'ASNR.

#### Article 3 : Bâtiment 196

##### Article 3.1 : Procédure de contrôle des blocs :

Sous un délai de 3 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant intègre, à la procédure interne de contrôle des blocs constitutifs du bâtiment 196, les critères de décision pour la mise en place d'instrumentations des fissures, ainsi que l'exigence de mise en œuvre, pour ces instrumentations, des meilleures techniques disponibles.

##### Article 3.2 : Surveillance des blocs enterrés :

Sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant procède au retrait de la partie bétonnée de l'escalier et des terres qui sont au contact des deux blocs partiellement enterrés situés à l'angle Sud-Est du bâtiment, afin de permettre leur surveillance directe. L'exploitant s'assure que ces blocs ne présentent pas de dégradation susceptible d'entraîner une perte de confinement des substances radioactives qu'ils contiennent.

L'exploitant transmet à l'inspection le résultat de ces investigations et propose, le cas échéant, un planning de réparation des dégradations.

##### Article 3.3 : Réparation des blocs présentant des dégradations :

En cas de découverte sur les blocs de dégradations mentionnées ci-dessous des opérations de réparations sont mises en œuvre sous un délai d'un an à compter de la découverte de la dégradation :

- pour des aciers apparents de longueur excédant 15 cm : un ragréage par mortier est réalisé (retrait du béton fragilisé autour des aciers apparents, application d'un revêtement anti-corrosion sur les aciers apparents mis à nu puis application d'un mortier de réparation) ;
- pour les épaufrures de surface supérieure à 25 cm<sup>2</sup> ou ayant une profondeur supérieure à 1 cm : un ragréage par mortier est réalisé ;
- pour les fissures d'ouverture supérieure à 1,5 mm : la pose d'un revêtement d'étanchéité sur la surface externe des coques est réalisée pour obturer les fissures et limiter la progression du phénomène de carbonation.

L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de fin de travaux justifiant de la réalisation des travaux et validant la conformité des réparations réalisées aux normes applicables (NF EN 1504-1 à 10 pour les produits employés, NF P 95-101 et NF P 95-103 pour les méthodes de réparation).

Sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant justifie le caractère suffisant des actions de réparation mises en œuvre en 2020 sur les blocs du bâtiment 196 concernés par le phénomène de carbonatation pour assurer la tenue mécanique de ces blocs et le confinement des déchets qu'ils contiennent.

Dans le cadre de la surveillance périodique des blocs constitutifs du bâtiment 196, l'exploitant met en place un suivi de l'efficacité des réparations des blocs effectuées et trace, dans les fiches de relevé, l'historique de ces réparations.

#### Article 3.4 : Surveillance dans le bâtiment :

Sous un délai de 6 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant définit et met en œuvre un programme de mesures périodiques de l'activité (en particulier de l'activité en  $^3\text{H}$ ) dans l'atmosphère de l'ensemble du bâtiment 196.

L'exploitant transmet à l'inspection ce programme.

#### Article 3.5 : Surveillance dans l'environnement :

Sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant complète, tous les cinq ans, la caractérisation radiologique mise en œuvre sur le piézomètre F54 par des mesures alpha global et bêta global, des mesures de  $^3\text{H}$  et  $^{14}\text{C}$  par scintillation liquide ainsi que des spectrométries gamma, afin de vérifier l'absence d'évolution significative de l'activité radiologique présente dans les eaux de la nappe des sables de Fontainebleau en aval du bâtiment 196.

Sous le même délai puis à la même fréquence, l'exploitant complète la caractérisation radiologique mise en œuvre sur les piézomètres F55 par des mesures alpha global et bêta global, des mesures de  $^3\text{H}$  et  $^{14}\text{C}$  par scintillation liquide ainsi que des spectrométries gamma, afin de vérifier l'absence d'évolution significative de l'activité radiologique présente dans les eaux de la nappe des sables de Fontainebleau en limite de propriété.

#### Article 3.6 : Gestion des blocs TE :

Sous un délai de 6 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant établit une stratégie de reprise des blocs TE entreposés dans le bâtiment 196, intégrant un échéancier de réalisation d'un plan de caractérisation complémentaires et les éventuelles opérations de traitement et de reconditionnement de certains blocs TE.

Ces actions font l'objet d'un point d'avancement annuel transmis à l'inspection.

L'évacuation des blocs TE présents dans le bâtiment 196 dans une installation de traitement ou de stockage adaptée est finalisée avant le 31 décembre 2037.

#### Article 3.7 : Démantèlement du bâtiment 196 :

Sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant prend en compte dans sa stratégie nationale de priorisation et de démantèlement de ses installations le démantèlement du bâtiment 196.

L'exploitant transmet sa stratégie de démantèlement à l'inspection des installations classées et la soumet à la validation de l'ASNR.

## **Article 4 : Fosse Mirabelle et bâtiment 198**

### **Article 4.1 : Surveillance dans le bâtiment :**

Sous un délai de 6 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant définit et met en œuvre un programme de mesures périodiques de l'activité (en particulier de l'activité en  $^3\text{H}$ ) dans l'atmosphère de l'ensemble du bâtiment 198.

L'exploitant transmet à l'inspection ce programme.

### **Article 4.2 : Surveillance dans l'environnement :**

Sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté, puis tous les cinq ans, l'exploitant complète la caractérisation radiologique mise en œuvre sur le piézomètre F54 par des mesures alpha global et bêta global, des mesures de  $^3\text{H}$  et  $^{14}\text{C}$  par scintillation liquide ainsi que des spectrométries gamma, afin de vérifier l'absence d'évolution significative de l'activité radiologique présente dans les eaux de la nappe des sables de Fontainebleau en aval du bâtiment 198.

Sous le même délai puis à la même fréquence, l'exploitant complète la caractérisation radiologique mise en œuvre sur les piézomètres F55 par des mesures alpha global et bêta global, des mesures de  $^3\text{H}$  et  $^{14}\text{C}$  par scintillation liquide ainsi que des spectrométries gamma, afin de vérifier l'absence d'évolution significative de l'activité radiologique présente dans les eaux de la nappe des sables de Fontainebleau en limite de propriété.

### **Article 4.3 : Étude sur le risque d'agression de la fosse :**

Sous un délai de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant réalise une étude sur le risque d'agression de la fosse Mirabelle par la chute des ponts roulants ou de la charpente métallique du bâtiment 198.

L'état des poteaux plongeants dans la fosse profonde et constituant la charpente métallique du bâtiment et les ponts roulants est expertisé et le risque de ruine est évalué considérant le niveau de corrosion constaté. Le cas échéant, des travaux de confortement ou traitement sont proposés avec un planning de réalisation.

Par ailleurs, l'étude évalue l'impact sur l'état de la fosse et sur l'environnement en cas d'effondrement du bâtiment et des ponts roulants.

Sous un délai d'un an, le CEA fournit, pour l'étude sur le risque d'agression de la fosse Mirabelle, des preuves de la consultation et de la contractualisation avec une entreprise spécialisée.

### **Article 4.4 : État de la dalle de couverture de la fosse**

Sous un délai de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant fait évaluer l'état de la dalle de couverture de la fosse considérant le tassement du sable dans la fosse et les fissures constatées sur les dalles constituant cette couverture. L'exploitant évalue le risque sur l'environnement en cas de détérioration aggravée de la couverture.

Sous un délai d'un an, le CEA fournit, pour l'évaluation de l'état de la dalle, des preuves de la consultation et de la contractualisation avec une entreprise spécialisée.

#### **Article 4.5 : Démantèlement du bâtiment 198 :**

Sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant prend en compte dans sa stratégie nationale de priorisation et de démantèlement de ses installations le démantèlement de la fosse Mirabelle située sous le bâtiment 198.

L'exploitant transmet sa stratégie de démantèlement à l'inspection des installations classées et la soumet à la validation de l'ASNR.

#### **Article 5 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Essonne, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 du même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, sous peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci d'une part à l'auteur de la décision, la Préfète de l'Essonne à l'adresse suivante (Mme la Préfète de l'Essonne – DCPAT/BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex) et d'autre part au bénéficiaire de la décision (CEA PARIS-SACLAY site de Saclay 91191 GIF-SUR-YVETTE). La notification doit être effectuée par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date de dépôt du recours contentieux. Cette formalité est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée, justifiée par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Préfète de l'Essonne – DCPAT /BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex ou hiérarchique auprès de la Ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature - 92055 Paris-La-Défense Cedex, dans un délai de deux mois. Ces recours administratifs interrompent le délai de recours contentieux qui ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été l'un ou/et l'autre rejetés de manière expresse ou de manière implicite en l'absence de réponse au bout de 2 mois. Toutefois, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif, l'auteur du recours est tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision, selon les modalités fixées au paragraphe précédent, sous peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès de la préfète, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

La préfète dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime la réclamation fondée, la préfète fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.



### **Article 6 : publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de cet arrêté est déposée dans les mairies de SACLAY, SAINT-AUBIN et VILLIERS-LE-BACLE et peut y être consultée,

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de SACLAY, SAINT-AUBIN et VILLIERS-LE-BACLE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires,

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Essonne, pendant une durée minimale de quatre mois à l'adresse [www.essonne.gouv.fr](http://www.essonne.gouv.fr),

### **Article 8 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Les Inspecteurs de l'environnement,

Les maires de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-le-Bâcle,

L'exploitant, le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA),

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Johann MOUGENOT

